

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-050

DU 28 JANVIER 2022

PREMIÈRES AFFECTATIONS 2022 POUR LES AIDES RÉGIONALES AU CINÉMA ET À L'AUDIOVISUEL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté n° SA.59119 (Cinéma et audiovisuel), relatif pour l'Île-de-France, au fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté n°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU la loi du 13 juillet 1992 sur l'action culturelle des collectivités locales autorise les communes, les départements et les régions à apporter des aides directes aux salles de spectacle cinématographique ;

VU le décret n°2021-602 du 17 mai 2021 relatif à la modification temporaire du taux maximal de subvention accordée aux établissements de spectacles cinématographiques par une ou plusieurs collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

Vu la délibération CR n°33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 ;

VU la délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 relative aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel et portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationale ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 pour une politique régionale ambitieuse d'investissement culturel modifiée par la délibération n° CP 2020-438 du 18 novembre 2020 relative au soutien aux cafés culturels et musicaux ;

VU la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 relative à l'aménagement culturel en Île-de-France : première affectation pour 2018 ;

VU la délibération n°CP2018-543 du 21 novembre 2018 relative aux cinquièmes affectations 2018 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

VU la délibération n° CR 2020-016 du 5 mars 2020 pour une politique cinéma et audiovisuelle renforcée dans les domaines de l'international et de la diffusion : à la création du volet international du fonds de soutien et soutien aux projets de médiations culturelles dans les salles de cinéma franciliennes ;

VU la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 relative au budget supplémentaire 2020 Acte I du plan de relance économique, écologique et solidaire ;

VU la délibération CP 2021-032 du 21 janvier 2021 relative aux premières affectations 2021 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

VU la délibération CP 2021-137 du 1^{er} avril 2021 relative aux deuxièmes affectations 2021 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-347 du 22 septembre 2021 relative aux quatrièmes affectations 2021 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel et modifications des conventions-types cinéma et audiovisuel ;

VU l'avis du comité de lecture cinéma du 27 septembre 2021 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2022 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-050 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement des 3 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de 3 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **250 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par délibération n° CP 2021-347 du 22 septembre 2021 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **250 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-009 (131009) « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100902 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles » du budget 2022.

Article 2 : Fonds de soutien cinématographique

Décide de participer au titre du Fonds de soutien cinématographique, au financement de 4 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de 4 aides remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **1 013 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-347 du 22 septembre 2021 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 013 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle » du budget 2022.

Article 3 : soutien à la Construction, rénovation et aménagement des bâtiments culturels

Décide de participer au titre du dispositif «Aide à la construction, rénovation et aménagement des bâtiments culturels» au financement d'un projet détaillé en annexe 1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de **124 211 €**.

Subordonne le versement de cette subvention, à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n°CP2018-140 du 16 mars 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte, d'autre part, une autorisation de programme de **124 211 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture», code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 «Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2022.

Article 4 : Cotisations sociales URSSAF

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2022 au titre des cotisations URSSAF (ex. AGESEA) dues par la Région aux auteurs soutenus dans le cadre du dispositif de l'aide à l'écriture de scénario.

Article 5 : Affectation

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités artistiques et

culturels », programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100902 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles » du budget 2022 pour la promotion et le suivi des actions cinéma.

Article 6 : Education à l'image – Dispositif Lycéens et apprentis au cinéma en Ile-de-France - Affectation complémentaire

Affecte un montant complémentaire d'autorisation d'engagement de **12 997,32 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel » action 13100902 « Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle » du budget 2022 pour l'exécution du marché relatif au dispositif Lycéens et Apprentis au cinéma pour l'année scolaire 2021-2022.

Article 7 : Marché n°1800825 relatif à l'accompagnement des jeunes sociétés bénéficiaires du fonds d'aide à la création de jeu vidéo

Affecte un montant global d'autorisation d'engagement, de **30 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles », programme HP 312-009 « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100902 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles » du budget 2022 pour la mise en œuvre de la 3^{ème} année d'exécution du marché n° 1800825 d'accompagnement des sociétés soutenues au titre du dispositif d'aide à la création de jeu vidéo.

Article 8 : Modification du règlement d'intervention « Soutien à l'investissement culturel » en faveur des salles de cinéma modifié par délibération n°CP 2022-050 du 28 janvier 2022

Décide de modifier l'article 6.1 du règlement d'intervention « soutien à l'investissement culturel », pour permettre la dérogation prévue par le décret n°2021-602 du 17 mai 2021 relatif à la modification temporaire du taux maximal de subvention accordée aux établissements de spectacles cinématographiques par une ou plusieurs collectivités territoriales.

Adopte le règlement d'intervention relatif au soutien à l'investissement culturel, adopté par la délibération n°2017-191 du 23 novembre 2017 modifiée par la délibération n° CP2020-438 du 18 novembre 2020, modifié en son article 6.1 de la présente délibération, joint en annexe 2.

Article 9 : dérogation au principe de non-commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1136193-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projets

DOSSIER N° 22001569 - Soutien à la rénovation du cinéma Saint-André des arts - PARIS 6

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)

Délibération Cadre : CR2017-191 modifiée du 23/11/2017

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300

Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	414 038,00 € TTC	30,00 %	124 211,00 €
	Montant total de la subvention		124 211,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SHELLAC EXPLOITATION

Adresse administrative : 41 RUE JOBIN
13003 MARSEILLE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur THOMAS ORDONNEAU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la rénovation du cinéma Saint-André des arts à Paris 6

Dates prévisionnelles : 30 novembre 2021 - 28 janvier 2030

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par un calendrier contraint visant à ne pas pénaliser l'exploitation, notamment pendant la reprise progressive de l'activité suite à la période de fermeture du fait de la crise sanitaire. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention. La demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :

Le cinéma vient d'être repris par une nouvelle équipe (distributeur Shellac) qui souhaite impulser une nouvelle dynamique en matière de programmation, de fréquentation, de renouvellement des publics et d'actions culturelles autour des œuvres.

L'objectif de ces travaux de rénovation et d'aménagement est de remettre ce cinéma mythique aux normes d'aujourd'hui aussi bien en termes de qualité de projection, de confort, d'accueil et de sécurité pour les spectateurs.

Le cinéma Saint André des arts est constitué de trois salles, les fauteuils seront changés ainsi que les écrans. Le matériel de projection sera remplacé et des travaux d'électricité et de plomberie seront nécessaires.

Les vernis des portes d'accès aux salles seront refaits, ainsi que les peintures des halls. Enfin les mécanismes des grilles d'accès seront revus.

Détail des principaux travaux éligibles :

- Electricité : des premiers diagnostics font état de vétusté de certains tableaux mais aussi de problèmes de normes sur les installations actuelles dont l'entretien et la mise à jour n'a pas été fait avec le sérieux requis dans la dernière décennie.
- Sécurité : la préfecture a signalé à plusieurs reprises des manquements concernant le balisage, les extincteurs, et les alarmes. Une procédure de mise à jour avec un bureau de contrôle est engagée.
- Climatisation : le rafraîchissement de l'air n'est plus assuré dans la salle 1 et 2 de l'établissement qui sont, dans l'attente de l'intervention programmée, chauffés par des convecteurs sur pieds...
- Chaînes techniques image et son : Deux des trois écrans présentent des taches et des traces de nettoyage qui nuisent au respect de l'image projetée, les trois projecteurs arrivent en fin de parcours sur des modèles n'offrant plus de pièces détachées pour la maintenance, tandis que certaines enceintes ne fonctionnent tout simplement pas....
- Changements des fauteuils dont les plus récents ont été simplement rénovés il y a 10 ans
- Accueil : Au niveau de l'accueil les caissons d'affichages éclairés et les panneaux lumineux vont être remplacés par des modèles plus ergonomiques pour la manipulation hebdomadaire de l'équipe. Les enseignes vintage et unique du lieu seront rajeunies notamment en changeant certains filtres et en remplaçant les ampoules blanches par des leds plus puissantes, chaleureuses et à faible consommation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles déduction faite des dépenses d'honoraires non éligibles d'un montant de 15 100 €.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Second œuvre	6 000,00	1,40%
Electricité	20 531,00	4,78%
Plomberie, climatisation	36 929,00	8,61%
Aménagement dont fauteuils	118 686,00	27,66%
Acoustique et cinéma	191 806,00	44,70%
Signalétique	19 122,00	4,46%
Sécurité incendie	20 964,00	4,89%
P/Honoraires non éligibles	15 100,00	3,52%
Total	429 138,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fond de soutien CNC (sollicité)	233 763,00	54,47%
Ville de Paris (sollicitée)	71 164,00	16,58%
Région Île-de-France (sollicitée)	124 211,00	28,94%
Total	429 138,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine

DOSSIER N° EX061089 - LE RAVISSEMENT

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Île-de-France (investissement) (n° 00000958)

Délibération Cadre : CR2020-016 du 05/03/2020

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300

Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
303 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MACT PRODUCTIONS

Adresse administrative : 41 RUE DE L'UNIVERSITE
75007 PARIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur ANTOINE DE CLERMONT-TONNERRE, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 100 minutes LE RAVISSEMENT réalisé par Iris Kaltenbäck

Dates prévisionnelles : 26 mai 2021 - 28 janvier 2030

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :

Auteure - Réalisatrice : Iris Kaltenback

Synopsis : Si Lydia, une jeune trentenaire, mène une brillante carrière de sage-femme, sa vie sentimentale est un désastre. Alors qu'elle vient de se séparer, Salomé, sa meilleure amie, lui annonce sa grossesse et lui demande d'être sa sage-femme. Le jour où Lydia recroise Amro, une conquête d'un soir, avec le bébé de Salomé dans les bras, Lydia lui annonce que cet enfant est le leur. D'abord incrédule, Amro embrasse sa paternité et Lydia s'enferme dans son mensonge, au risque de tout perdre.

Commentaires : Après son court-métrage remarqué LE VOL DES CIGOGNES, Iris Kaltenback signe ici son passage au long-métrage.

Avis favorable du Comité de lecture Fonds de soutien Cinéma du 27 septembre 2021.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (détails en bas de page)	1 642 385,00	81,17%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (détails en bas de page)	99 840,00	4,93%
Autre dépenses (détails en bas de page)	281 223,00	13,90%
Total	2 023 448,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	201 448,00	9,96%
Crédit d'impôt (estimé)	320 000,00	15,81%
Pay TV (en cours)	500 000,00	24,71%
Droits salle France (en cours)	60 000,00	2,97%
CNC ASR (en cours)	450 000,00	22,24%
CNC développement (acquis)	24 000,00	1,19%
Droits Vidéo France (en cours)	15 000,00	0,74%
Droits Monde (en cours)	50 000,00	2,47%
Sofica (en cours)	100 000,00	4,94%
Aide régionale Île-de-France sollicitée	303 000,00	14,97%
Total	2 023 448,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59119 (Cinéma et Audiovisuel) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

DOSSIER N° EX061090 - LE THEOREME DE MARGUERITE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Île-de-France (investissement) (n° 00000958)

Délibération Cadre : CR2020-016 du 05/03/2020

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300

Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
320 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TS PRODUCTION
Adresse administrative : 3 CITE HAUTEVILLE
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame MILENA POYLO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 90 minutes LE THEOREME DE MARGUERITE réalisé par Anna Novion

Dates prévisionnelles : 26 mai 2021 - 28 janvier 2030

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :

Réalisatrice : Anne Novion

Auteur et Auteures : Anna Novion, Agnès Feuvre, Marie-Stéphane Imbert et Mathieu Robin

Synopsis : L'avenir de Marguerite, brillante élève en mathématiques à l'ENS, semble tracé d'avance jusqu'au jour où une erreur dans sa thèse bouscule ses certitudes. Elle va devoir tout quitter pour tout recommencer...

Commentaires : Anne Novion signe ici son 3e long-métrage.

Avis favorable du Comité de lecture Fonds de soutien Cinéma du 27 septembre 2021.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (détails en bas de page)	1 802 783,00	79,29%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (détails en bas de page)	90 972,00	4,00%
Autre dépenses (détails en bas de page)	380 000,00	16,71%
Total	2 273 755,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	283 755,00	12,48%
Crédit d'impôt (estimé)	350 000,00	15,39%
Pay TV cumulés (en cours)	570 000,00	25,07%
Free TV (en cours)	400 000,00	17,59%
Sofica (en cours)	150 000,00	6,60%
Droits France : Pyramide (acquis)	150 000,00	6,60%
Droits Monde : Pyramide International (acquis)	50 000,00	2,20%
Aide régionale Île-de-France sollicitée	320 000,00	14,07%
Total	2 273 755,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59119 (Cinéma et Audiovisuel) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

DOSSIER N° EX061093 - UN COQ SUR UN ESCALIER DE SECOURS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Île-de-France (investissement) (n° 00000958)

Délibération Cadre : CR2020-016 du 05/03/2020

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300

Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
92 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALDABRA FILMS

Adresse administrative : 5 RUE AU MAIRE
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame MURIELLE THIERRIN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 115 minutes UN COQ SUR UN ESCALIER DE SECOURS réalisé par Guetty FELIN

Dates prévisionnelles : 26 mai 2021 - 28 janvier 2030

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :

Auteur - Réalisateur : Guetty Felin

Synopsis : Hiver 74 : la famille Célestin est brusquement poussée à l'exil aux Etats-Unis. Elle espérait bien laisser derrière elle les traumatismes liés à la dictature brutale sévissant dans son pays... Une histoire de famille, d'amour et de secrets qui se déroule dans le New York des turbulentes années 70.

Commentaires : Guetty Felin signe ici son second long-métrage après AYITI MON AMOUR en 2016.

Avis favorable du Comité de lecture Fonds de soutien Cinéma du 27 septembre 2021.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France(détails en bas de page)	571 755,00	45,82%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France(détails en bas de page)	436 252,00	34,96%
Autre dépenses(détails en bas de page)	239 693,00	19,21%
Total	1 247 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	105 300,00	8,44%
Crédit d'impôts (en cours)	70 000,00	5,61%
Pay TV : Canal+ International/Antilles cumulés (en cours)	150 000,00	12,02%
Free TV : TV5 Monde (en cours)	50 000,00	4,01%
Droits France sans montant (en cours)	0,00	0,00%
CNC ACM (acquis)	140 000,00	11,22%
Aide régionale Production Guyane (acquis)	100 000,00	8,01%
Aide OIF (acquis)	60 000,00	4,81%
Aide rACP (en cours)	120 000,00	9,62%
Aide Ministère Outre-Mer (en cours)	50 000,00	4,01%
Aide régionale Développement Guadeloupe (acquis)	20 000,00	1,60%
Apport Coproduction Haïti : BelleMoon Production (acquis)	10 000,00	0,80%
Aide Ministère Haïti (acquis)	90 400,00	7,25%
Aide Creacion Massiva République Dominicaine (acquis)	35 000,00	2,81%
The Aquino Media (acquis)	155 000,00	12,42%
Aide régionale Île-de-France sollicitée	92 000,00	7,37%
Total	1 247 700,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59119 (Cinéma et Audiovisuel) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

DOSSIER N° EX061094 - AMA GLORIA

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Île-de-France (investissement) (n° 00000958)

Délibération Cadre : CR2020-016 du 05/03/2020

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300

Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
298 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LILIES FILMS

Adresse administrative : 22 RUE RAMBUTEAU
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame BENEDICTE COUVREUR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 90 minutes AMA GLORIA réalisé par Marie Amachoukeli

Dates prévisionnelles : 26 mai 2021 - 28 janvier 2030

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :

Réalisatrice : Marie Amachoukeli

Auteurs : Marie Amachoukeli et Pauline Guéna

Synopsis : Cléo a 5 ans et un regard de myope. Elle aime follement Gloria, sa nourrice depuis sa naissance. Mais Gloria doit retourner d'urgence dans son pays d'origine le Cap-Vert, pour s'occuper de ses deux enfants qu'elle n'a pas élevés. Avant son départ, Cléo lui demande de tenir une promesse : se revoir une dernière fois. Gloria accepte et invite Cléo à passer les vacances d'été sur son île. Un dernier été qu'elles passeront ensemble, avant de se dire inévitablement adieu.

Commentaires : Marie Amachoukeli signe un second long-métrage de fiction mêlé d'animation après PARTY GIRL, vainqueur de la Caméra d'Or en 2014.

Avis favorable du Comité de lecture Fonds de soutien Cinéma du 27 septembre 2021.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (détails en bas de page)	1 609 770,00	64,60%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (détails en bas de page)	421 180,00	16,90%
Autre dépenses (détails en bas de page)	460 859,00	18,49%
Total	2 491 809,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	370 763,00	14,88%
Crédit d'impôt (en cours)	303 046,00	12,16%
Free TV : Arte (en cours)	430 000,00	17,26%
Pay TV : Canal+/Ciné+ cumulés (en cours)	620 000,00	24,88%
Droits France : Pyramide (acquis)	50 000,00	2,01%
Droits Monde : Pyramide International (acquis)	50 000,00	2,01%
CNC ASR (en cours)	370 000,00	14,85%
Aide régionale Île-de-France sollicitée	298 000,00	11,96%
Total	2 491 809,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59119 (Cinéma et Audiovisuel) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

DOSSIER N° 22001550 - PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB - 17EME EDITION - 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	90 000,00 € TTC	22,22 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INDIGENES FILMS
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Kamal EL MAHOUTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 17EME EDITION DU PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB

Du 15 mars au 1° avril 2022 en Île-de-France

Dates prévisionnelles : 3 novembre 2021 - 1 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

Ce festival met en valeur les cinématographies du Maghreb et du Moyen-Orient (fictions, documentaires, court-métrages), avec des rencontres avec des professionnels et des jeunes auteurs dans une dizaine de points de diffusion à Paris, Saint-Denis et Seine-Saint-Denis (cinémas, médiathèques, lieux culturels et librairies).

Il effectue un véritable travail de recherche de films, met en place de nombreuses animations en partenariat avec les associations locales et il organise des séances spécifiques pour les lycéens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges externes	57 000,00	63,33%
Impôts et taxes	1 000,00	1,11%
Rémunération des personnels	26 000,00	28,89%
Frais de structure	6 000,00	6,67%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	3 000,00	3,33%
Ville de St-Denis (EC)	14 000,00	15,56%
CD 93 (EC)	20 000,00	22,22%
DRAC IdF (EC)	10 000,00	11,11%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	22,22%
Autres produits	23 000,00	25,56%
Total	90 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22001552 - LA FÊTE DU COURT-METRAGE - EDITION 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	900 000,00 € HT	3,33 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAITES DES COURTS FETES DES FILMS

Adresse administrative : 6 RUE BRAQUE
75003 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Roland NGUYEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : EDITION 2022 DE LA FÊTE DU COURT-METRAGE

Fin mars 2022 en Île-de-France

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2021 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

Faites des Courts Fête de Films est une association Loi 1901 qui coordonne La Fête du court métrage, manifestation nationale dédiée au court métrage.

Pendant une semaine, elle permet au plus grand nombre de découvrir le court métrage au travers de projections en France et aussi à l'international. Elle est l'occasion de rencontres, ateliers d'éducation à l'image, ou encore master classes dans plusieurs villes ambassadrices.

Pendant une semaine, du 16 au 22 mars 2022, partout en France et dans le monde, des courts métrages seront diffusés. Que ce soit dans les bars, les maisons de retraites, les écoles, les cinémas, les bibliothèques, tout le monde a la possibilité d'y participer, de faire sa propre programmation, gratuitement. Cette année un volet numérique accompagnera l'événement afin de permettre à tous de participer à l'événement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de fonctionnement	97 000,00	10,78%
Charges de personnel	270 000,00	30,00%
Organisation	24 000,00	2,67%
Programmation	63 000,00	7,00%
Prestations de service	192 000,00	21,33%
Communication	88 000,00	9,78%
Autres charges	166 000,00	18,44%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (acquis)	500 000,00	55,56%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	3,33%
Autres régions (EC)	30 000,00	3,33%
Partenariats privés	340 000,00	37,78%
Total	900 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22001555 - 24EME SESSION D'EMERGENCE - 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	460 000,00 € TTC	43,48 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMERGENCE CINEMA
Adresse administrative : 9 CITE DE TREVISE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NATHALIE BESSIS, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 24EME SESSION D'EMERGENCE EN 2022

Dates prévisionnelles : 12 novembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

Emergence est une fabrique pour le cinéma et la fiction.

Sa vocation est de soutenir la jeune création, de révéler et d'accompagner des talents - réalisateurs, scénaristes, compositeurs, acteurs, techniciens - de favoriser les nouvelles collaborations, de contribuer au développement des projets.

Élisabeth Depardieu, il y a 20 ans, a eu l'idée d'adapter en Île-de-France ce que Robert Redford avait créé à Sundance : un « lab » de mise en scène pour des projets de premiers longs métrages.

Emergence propose l'unique résidence en Europe centrée sur le tournage : les réalisateurs sélectionnés tournent deux scènes de leur scénario avec leurs vrais acteurs et leurs équipes techniques, dans des décors naturels. Cette aventure singulière et collective, la mise en image de leur scénario, leur permet de faire avancer considérablement leur long métrage en développement.

Parmi les projets soutenus par la Résidence Cinéma, plus de 60 premiers films ont vu le jour et sont sortis en salle. D'autres programmes ont été imaginés et développés au fil des années, dédiés respectivement aux compositeurs de musique à l'image, aux auteurs et créateurs de séries et de podcasts.

Emergence publie chaque année un appel à candidature par programme. Les comités de sélection et les

jurys sont constitués de professionnels confirmés.

Le programme Emergence permet chaque année à 5 jeunes professionnels de faire avancer leur projet, d'expérimenter de manière concrète, de bénéficier de retours d'expériences et de regards bienveillants, de se nourrir des rencontres avec d'autres artistes, auteurs et professionnels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	270 000,00	58,70%
Autres charges de gestion courante	190 000,00	41,30%
Total	460 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	135 000,00	29,35%
Région IdF (sollicitée)	200 000,00	43,48%
CD 91 (EC)	20 000,00	4,35%
Autres produits	105 000,00	22,83%
Total	460 000,00	100,00%

Annexe 2 - Règlement d'intervention relatif au soutien à l'investissement culturel

- les *r* *d* *r* *d* *d* (les travaux porteront sur le gros œuvre ainsi que le second œuvre),
- les *r* *d* *r* *r* *r* *rd* *d* *r* *d* (les travaux porteront sur le clos et couvert du bâtiment). Ils comprendront l'aménagement intérieur des lieux dédiés aux pratiques culturelles et artistiques,
- les *r* *d* *d* (les travaux porteront sur le second œuvre et devront améliorer l'accueil du public, l'isolation phonique et/ou thermique, le confort d'utilisation des artistes, ou la fonctionnalité des espaces dédiés à une pratique culturelle et artistique),
- les dépenses *d* *d* *r* *r* *d* *r* *r* *r*
- les dépenses *d* *r* *d* *r* *r* *d* *r*

r d

- **r d** uniquement dans le cadre d'une demande d'aide aux travaux de construction, rénovation ou aménagement d'un lieu : comptoir d'accueil, fauteuils, bibliothèques, signalétique
- le **d** de la collection d'une nouvelle bibliothèque
- **r** dans le cadre d'une demande d'aide aux travaux ou d'une demande spécifique non rattachée à des travaux immobiliers : praticables, scènes, écrans, rideaux de scène, matériel son, systèmes de sonorisation, afficheur/enregistreur permettant le contrôle des niveaux sonores, matériel lumière et vidéo, matériel pour effets scéniques, tapis de danse, gradins (matériel et installation)

d r r r r d'œuvres issues d'un fonds identifié, **r**
d r r d l'acquisition de matériel numérique (tablettes, tables de montage/mash-up, streaming...), pour des projets culturels innovants et/ou structurants, des projets mutualisés ou pour des projets d'Education Artistique et Culturelle.

r

les collectivités territoriales : Départements, Communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (en dehors des structures de l'Etat),
les aménageurs mandatés par des collectivités territoriales,
les personnes morales de droit public ou privé, ayant leur siège social et leur activité en Ile-de-France et justifiant d'au moins un an d'existence.
les établissements pouvant être définis comme des « cafés musicaux et culturels » dont le classement ERP correspond à la qualification N (débits de boissons et restaurants), ou bien à la qualification L (salles de spectacles), de catégories IV et V (jauge inférieure à 300 places), relevant notamment de la convention collective des HCR (Hôtels, Cafés et Restaurants), et justifiant d'une programmation artistique et culturelle (concerts, spectacles...) réalisée dans des conditions professionnelles, dans le respect des réglementations en vigueur, notamment sur les plans sociaux (emploi des artistes via le GUSO ou en lien avec le GIP cafés culture) et de la sécurité.

d d d

d r d :

Pour être éligible le projet doit :

- favoriser les programmations culturelles réalisées avec des équipes professionnelles,
- faire preuve d'un réel ancrage territorial,
- développer des actions de sensibilisation des publics.

r

r

le dossier de demande de subvention doit :

- proposer au moins un cofinancement public (dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée, la participation d'au moins une autre collectivité publique est nécessaire),
- présenter une estimation des coûts de fonctionnement dans la durée (gage de la viabilité et de la pérennité du lieu),

r

r d r

r

r

r

r

r

la demande de subvention d'équipement spécifique doit être financée à hauteur de 20% minimum par la structure porteuse du projet.

r r r r d r

l'instrument doit présenter un intérêt historique, patrimonial ou musical et permettre d'enrichir l'offre culturelle avec des manifestations nouvelles : concerts, actions de sensibilisation, éducation artistique et culturelle, enseignement musical, animation du lieu.

r r

Le projet d'investissement doit concerner la surface et les équipements dédiés à la programmation artistique et culturelle (salle de spectacles, scène, loges, équipements scéniques...) et à l'accueil du public pour les activités culturelles, en particulier les travaux d'insonorisation et des acquisitions d'équipement limitant les nuisances sonore et/ou permettant le contrôle des niveaux sonores.

Il doit également s'accompagner d'une programmation artistique et culturelle annuelle, organisée dans des conditions professionnelles, favorisant les talents émergents, la scène artistique locale ou les artistes en création, en lien avec d'autres acteurs locaux ou d'autres acteurs culturels, comme les réseaux régionaux de musiques actuelles. Les bénéficiaires concernés devront justifier d'une aide à l'emploi du GIP Cafés cultures dont la Région Ile-de-France est membre, ou bien du respect des réglementations en vigueur notamment en ce qui concerne les conditions de rémunération des artistes.

d

r r

Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre ainsi qu'aux dépenses annexes (bureau de contrôle, coordinateurs SPS,...) dans la limite de 15% du coût des travaux HT, *d d*

- acquisitions foncières et frais s'y afférent (frais de dossier, de notaires,...)
- études préalables (diagnostics techniques, programme fonctionnel, environnemental et technique, etc.), sauf les études d'impact sur les nuisances sonores qui font partie des dépenses éligibles,
- assurance dommage ouvrage,
- travaux de démolition et de dépollution préalable des sols,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD).

r d r r r r

Les dépenses éligibles correspondent aux montants des devis des acquisitions envisagées.

r r

Les dépenses éligibles correspondent aux montants de l'étude technique préalable et du devis du facteur d'orgue retenu pour les travaux. Les travaux d'entretien et les travaux annexes (renforcement de la tribune, éclairage ou chauffage du lieu...) n'entreront pas dans la dépense éligible.

r r

Les dépenses éligibles correspondent aux montants des éventuelles études d'impact des nuisances sonores, aux coûts des travaux d'aménagement, aux devis d'acquisition d'équipements et aux honoraires de maîtrise d'œuvre ainsi qu'aux dépenses annexes (bureau de contrôle, coordinateurs SPS,...) dans la limite de 15% du coût des travaux HT, *d d*

- acquisitions foncières et frais s'y afférent (frais de dossier, de notaires,...)
- études préalables autres que les études d'impact des nuisances sonores (diagnostics techniques, programme fonctionnel, environnemental et technique, etc.),
- assurance dommage ouvrage,
- travaux de démolition et de dépollution préalable des sols,
- travaux de gros œuvre,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD).

r r d r

Le dépôt du dossier doit intervenir obligatoirement **d d r d**

Le dossier de demande de subvention devra obligatoirement comporter :

- Le projet culturel complet comprenant le détail de la programmation
- Un descriptif détaillé des travaux/aménagements envisagés (plans et surfaces), et/ou des équipements,
- Le budget prévisionnel détaillé et complet de l'opération,
- Le plan de financement prévisionnel et les cofinancements éventuellement attendus et obtenus,
- L'estimation prévisionnelle des frais de fonctionnement et d'entretien de l'établissement dans le cas de travaux,
- Le calendrier avec la date envisagée de début des travaux et/ou d'engagement de la dépense pour les équipements, restauration et la numérisation,
- Les bilans et comptes de résultat du dernier exercice.

Dans le cas de travaux, les dossiers de subvention ne seront présentés en Commission Permanente que lorsque leur phase d'APD sera terminée et figurera dans le dossier.

Une demande d'autorisation de travaux doit avoir été déposée (permis de construire).

L'attribution régionale est subordonnée au strict respect de l'ensemble des critères techniques de recevabilité décrits ci-dessus.

M d d d r

La dépense éligible correspond au coût des travaux ou d'acquisition du matériel :

- Hors Taxe (HT) lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité territoriale ou par un organisme qui récupère la TVA,
- Toutes Taxes Comprises (TTC) lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par un organisme ne récupérant pas la TVA.

La subvention est calculée par application d'un taux d'intervention aux dépenses éligibles ; l'écart entre la subvention demandée et la subvention effectivement accordée peut être déduit du montant des dépenses éligibles.

1- **r r d r d r d r**

: le taux d'intervention est de 30% maximum du montant des dépenses éligibles, plafonnées à 6,5 M€.

r d il peut être dérogé, jusqu'au 1^{er} janvier 2023, à ce taux maximum de 30% dans les conditions prévues par le décret n°2121-602 du 17 mai 2021 relatif à la modification temporaire du taux maximal de subvention accordée aux établissements de spectacles cinématographiques par une ou plusieurs collectivités territoriales.

2- **r** le taux d'intervention est de 40% maximum du montant des dépenses éligibles sur la base des devis présentés, plafonnées à 1 M€. Le renouvellement de l'aide régionale aux équipements ne pourra être sollicité qu'après une période de 2 ans minimum.

3- **r r r r d r r r** le taux d'intervention est de 30% maximum du montant des dépenses éligibles sur la base du devis présenté, plafonnées à 1 M€. Le renouvellement de l'aide régionale aux structures itinérantes ne pourra être sollicité qu'après une période de 5 ans minimum.

$\frac{r}{d}$ le taux d'intervention est de 30% maximum du montant des dépenses éligibles, sur la base du devis présenté, plafonnées à 1 M€.

$\frac{r}{d}$ le taux d'intervention est de 40% maximum du montant des dépenses éligibles, sur la base du devis présenté, plafonnées à 1 M€.

$\frac{r}{d}$: le taux d'intervention est de 70% maximum du montant des dépenses éligibles, sur la base du devis présenté, plafonnées à 50 000 €. Les établissements situés en grande couronne ou dans des zones rurales ou périurbaines, dans des villes de moins de 20 000 habitants seront prioritairement soutenus.